

à appeler l'Erskine May du parti réformiste. J'ai été surpris de l'entendre, à plusieurs reprises, recourir à des arguments, pour appuyer des théories commerciales qu'il sait ne pas convenir au Canada. Il me fait l'effet de ces philosophes raisonneurs, doués de beaucoup de talents et d'une grande habileté; il peut occuper une chaire de droit, il s'est fait une belle position dans cette Chambre, il est toujours écouté avec attention et intérêt; mais d'un autre côté, je ne crois pas que ses discours philosophiques sur la politique apportent beaucoup de force à son parti, qui pourra peut-être, un jour, occuper les bancs du Trésor, après lesquels nos adversaires soupirent depuis si longtemps.

Je veux parler d'une grande industrie intimement liée aux recettes du pays, et relevant du ministère de la Marine et des Pêcheries.

Nos pêcheries sont une source de richesses inexploitées, et comme la question intéresse le revenu du pays et concerne le commerce, je profite de cette occasion pour faire quelques remarques au sujet de cette grande industrie.

C'est un fait reconnu, en Angleterre, aujourd'hui, que sa marine marchande et ses marins ont puissamment contribué à lui acquérir la position éminente et enviable qu'elle occupe, peut-être plus qu'aucune autre industrie du royaume. Il en est de même du Canada, car sans vouloir comparer les deux pays, nos 58,000 ou 70,000 pêcheurs, qui vivent sur la mer, contribuent beaucoup à notre réputation, et c'est à eux que nous devons la gloire d'être la quatrième puissance maritime du monde.

Il reste beaucoup à faire pour nos pêcheries, soit d'eau douce, soit d'eau salée. Je sais que notre morue, notre maquereau, notre hareng ne fréquentent pas, heureusement, comme d'autres poissons, les eaux chaudes des États-Unis. Je ne prétends pas que les honorables députés de l'opposition désirent l'annexion, parce qu'ils ont exprimé une opinion contraire, et je ne doute pas qu'ils admirent le caractère britannique, tout autant que les députés de la droite; mais je dis que la politique qu'ils poursuivent ne peut pas les conduire à la victoire.

Il nous reste aussi beaucoup à faire pour notre marine marchande. Nous savons ce que nos pêcheurs ont fait. Nous savons que M. Robin et Cie, de Jersey, ont acquis une fortune de plusieurs millions, en exploitant habilement les pêcheries du bas du Saint-Laurent. Il y a là place pour des centaines d'industriels, et ces pêcheries, au lieu de produire annuellement \$19,000,000 comme à présent, pourraient donner deux et trois fois plus en quelques années. Nos pêcheries sont abondantes et fructueuses.

J'ai eu le plaisir de visiter les vastes pêcheries de saumon sur la côte du Pacifique, où il y a six variétés de saumons et où on en prend des quantités prodigieuses.

Les honorables députés de la gauche prétendront-ils que ces pêcheries ne nous sont pas une source de revenu? L'an dernier, la ville de New-Westminster n'a-t-elle pas retiré plus d'un million et demi de ces pêcheries seulement? Il y a à quelque temps, j'ai rencontré un monsieur d'Angleterre qui avait visité la côte du Pacifique et qui me disait: les pêcheries sur les côtes et en pleine mer de ce pays, qui sont encore tout à fait inexploitées, seront une immense source de richesses pour le Canada.

Nos pêcheries d'eau douce, dans les lacs et les rivières, sont presque libres pour la population et

fournissent une quantité presque illimitée de provisions alimentaires. S'imagine-t-on que cette pêche resterait longtemps libre sous le régime du libre-échange? Avec le libre-échange, il faudrait taxer toutes les industries et prélever un impôt direct sur les ouvriers, les cultivateurs et sur toute la population. On ne pourrait pas faire la moindre transaction dans le cours ordinaire des affaires, sans contribuer au revenu, comme cela se pratique en Angleterre, aujourd'hui. La taxe directe, en Angleterre, a atteint un tel chiffre, que les hommes les plus sages du pays se préoccupent de savoir s'il ne vaudrait pas mieux changer de politique fiscale.

Nous savons tous ce que le libre-échange a fait en Angleterre: les fabricants étrangers vendent leur produits sur ses marchés et les fabricants anglais sont incapables de lutter. Lorsque Cobden et Bright introduisirent le libre-échange en Angleterre, le monde n'était pas ce qu'il est aujourd'hui.

Par philanthropie et générosité, les fabricants anglais permirent à leurs concurrents de l'Europe et d'ailleurs d'étudier leur outillage, et comme conséquence, nous avons vu des rails fabriqués sur le continent, être vendus en Angleterre et même à la Colombie Anglaise, comme un honorable député de cette province nous l'a expliqué, il y quelques jours. Les temps sont changés depuis l'adoption du libre-échange en Angleterre. Les fabricants du continent peuvent construire des machines et fabriquer d'aussi bons produits que ceux de l'Angleterre, et grâce au bas prix de la main-d'œuvre dans ces pays, ils sont en état de vendre à meilleur marché que les fabricants anglais.

Le libre-échange n'a pas été un succès en Angleterre, et il pourrait encore bien moins réussir ici. Je crois que le temps n'est pas éloigné où nous verrons les hommes publics anglais entreprendre de modifier leur politique fiscale: il n'est pas impossible qu'ils adoptent des changements dans le genre de ceux que l'honorable député de Bruce-nord (M. McNeill) a exposés là et ici.

Il est vrai que, dans un pays aussi étendu que le Canada et possédant de si énormes ressources, il est presque impossible pour un seul homme de se rendre maître de la question; mais nous apprenons tous les jours et nous perfectionnons toutes les branches de notre gouvernement. Durant les quelques années que le ministre actuel de la Marine et des Pêcheries a été à la tête de ce ministère, des progrès considérables ont été faits. Il n'y a que très peu de temps, on a fait venir ici un homme d'Angleterre. Le professeur Prince était recommandé par lord Kelvin, comme une des meilleures autorités d'Angleterre, et il a été pendant plusieurs années le coopérateur actif du professeur Mackintosh lui-même, une des plus grandes autorités du monde entier sur les poissons. Depuis l'arrivée du professeur Prince au Canada, qu'est-ce qui a été fait? De grands changements ont eu lieu dans nos pêcheries, et il s'en fera de plus grands encore. Il a découvert où il était absolument nécessaire de faire des changements, afin d'épargner le fretin et d'augmenter ainsi considérablement nos pêcheries canadiennes. J'espère que le jour n'est pas éloigné où nous aurons ici une station biologique, afin d'étudier l'histoire de la vie de nos poissons, tout comme on le fait en Angleterre et dans les autres pays de l'Europe, et je crois que lorsque nous aurons un semblable département, l'on pourra faire encore beaucoup plus. Doit-on croire que toute notre science doit être dirigée vers le perfectionnement